

PREFECTURE DE SEINE-ET-MARNE

DIRECTION DES ACTIONS INTERMINISTÉRIELLES
ET DU DÉVELOPPEMENT DURABLE

Bureau des Politiques Territoriales
et du Développement Durable

Arrêté préfectoral n° 10 DAIDD IIC 090
de Mise en Demeure à l'encontre de la Société AMCOR Flexibles SPS
sise, 5 rue de Montigny à Coulommiers (77527).

**Le préfet de Seine-et-Marne,
Chevalier de la Légion d'honneur,
Officier de l'Ordre national du mérite,**

Vu le Code de l'Environnement, notamment le titre 1er du livre V de ses parties législatives et réglementaires relatives aux installations classées pour la protection de l'environnement,

Vu l'arrêté préfectoral 08 DAIDD IIC 031 du 23 janvier 2008 autorisant la société AMCOR Flexibles SPS à exploiter une installation de fabrication d'emballages pour la stérilisation de matériel médical située, 5 rue de Montigny à Coulommiers (77520),

Vu le rapport et les propositions de la Direction Régionale de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement d'Ile-de-France n° E/10-459 du 7 avril 2010, consécutif à une visite d'inspection du 25 mars 2010, dont le principal objet était de vérifier les suites données aux différentes non conformités à l'arrêté préfectoral n° 08 DAIDD IIC 031 du 23 janvier 2008 relevées lors de l'inspection du 13 mars 2009 ainsi que des mesures prises ou prévues pour mettre fin aux écarts ou insuffisances constatées,

Considérant les engagements pris par courrier du 19 février 2009 sur le mandatement du cabinet GREUZAT à VARREDES (77910) pour la maîtrise d'œuvre des travaux visant à la mise en place, sur le site, d'ouvrages de rétention des eaux incendie ou de traitement des eaux de ruissellement de l'établissement, prévus à compter du 1^{er} juin 2009 pour l'usine 2 et du 1^{er} juin 2010 pour l'usine 1,

Considérant que les travaux visant à la mise en place, sur le site, d'ouvrages de rétention des eaux incendie ou de traitement des eaux de ruissellement de l'établissement, n'ont pas encore été engagés, malgré les engagements pris par courrier du 19 février 2009 susvisé,

Considérant dans ces conditions qu'il n'a pas été établi que toutes les mesures nécessaires à garantir les intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du Code de l'Environnement ont bien été prises,

Considérant qu'il convient, en conséquence, et en vue de préserver les intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement, notamment pour la sécurité, de faire application de son article L.514-1 en mettant la société AMCOR Flexibles SPS, pour son établissement situé, 5 rue de Montigny à Coulommiers (77527), en demeure de respecter les dispositions de l'article 7.6.7 de son arrêté préfectoral d'autorisation du 23 janvier 2008 susvisé,

ARRÊTE

Article 1er -

La société AMCOR Flexibles SPS est mise en demeure, pour son établissement situé, 5 rue de Montigny à Coulommiers (77527), de respecter, dans un délai n'excédant pas trois mois à compter de la notification du présent arrêté, les prescriptions de l'article 7.6.7 de l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 08 DAIDD IIC 031 du 23 janvier 2008, relatif à la protection des milieux récepteurs.

Article 2 -

Les éléments justifiant la réalisation des actions correctives permettant les mises en conformité seront transmis à M. le Préfet de Seine et Marne.

Article 3 -

En cas d'inobservation des dispositions de la présente mise en demeure il pourra être fait application des mesures et sanctions administratives prévues aux articles L.514-1 et L.514-2 du Code de l'Environnement sans préjudice de sanctions pénales.

Article 4 - Informations des tiers (art. L.514-6 du Code de l'Environnement)

Une copie de l'arrêté est déposée en mairie et peut y être consultée. Une copie du présent arrêté énumérant notamment les prescriptions auxquelles l'installation est soumise, est affiché en mairie pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de ces formalités est dressé par les soins du maire.

Article 5 - Délais et Voies de Recours (art. L.514-6 du Code de l'Environnement)

La présente décision peut être déférée devant le Tribunal Administratif (Tribunal Administratif de Melun – 43 rue du Général de Gaulle – 77000 MELUN) :

- par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois qui commence à courir du jour où lesdits actes leur ont été notifiés,
- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts visés à l'article 1er, dans un délai de quatre ans à compter de la publication ou de l'affichage desdits actes, ce délai étant, le cas échéant, prolongé jusqu'à la fin d'une période de deux années suivant la mise en activité de l'installation.
- les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'arrêté autorisant l'ouverture de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.
- Le permis de construire et l'acte de vente, à des tiers, de biens fonciers et immobiliers doivent, le cas échéant, mentionner explicitement les servitudes afférentes instituées en application de l'article L. 111-1-5 du code de l'urbanisme.

Article 6 -

- la Secrétaire Générale de la Préfecture,
- M. le Maire de Coulommiers,
- le Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement d'Ile-de-France à Paris,
- le Chef de Groupe de Subdivisions de la Direction Régionale de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement d'Ile-de-France à Savigny-le-Temple,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, d'assurer l'exécution du présent arrêté dont une copie sera notifiée à la société AMCOR Flexibles SPS sous pli recommandé avec avis de réception.

Fait à Melun, le 12 avril 2010

Le Préfet,
Pour le Préfet et par délégation,
La Secrétaire Générale de la Préfecture,


Colette DESPREZ

DESTINATAIRES :

- Société AMCOR Flexibles SPS
- M. le Sous-Préfet de Meaux
- M. le Maire de Coulommiers
- ~~Le Directeur de la DRIRE Paris~~
- Le Directeur de la DRIRE Savigny-le-Temple
- Le Directeur Départemental de l'Équipement et de l'Agriculture
- Le Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours
- Le SIDPC
- Chrono